Messages de solidarité adressés depuis l'étranger aux journalistes de France se battant contre les lois liberticides

Recensement au 21 décembre 2020

Larry Goldbetter, syndicat américain des auteurs NWU (National writers union)

« Nous avons vu ce qui s'est passé en France lors des violences policières contre le camp des migrants (place de la République). Nous restons attentifs à la suite des événements à propos de proposition de loi « Sécurité globale ». Nous sommes à vos côtés et vous exprimons notre solidarité ».

Snezana Todorova, présidente du syndicat des journalistes bulgares

« Notre syndicat est très inquiet de la situation de la liberté d'expression en France. Nous ne comprenons pas comment la France qui s'est toujours prévalue de ses profondes traditions démocratiques, tente aujourd'hui de restreindre la liberté des journalistes en violant leurs prérogatives professionnelles. Ce qui en fin de compte impacte négativement le droit à une information vérifiée pour tous les citoyens français. Transmettez aux journalistes français notre solidarité dans leur lutte pour la liberté de la presse qui est un fondement de la démocratie dans un pays démocratique. Nous sommes avec vous chers amis. »

Rafaelle Lorusso, SG de la FNSI (Italie)

« La FNSI tient à exprimer sa solidarité avec les journalistes français et avec les citoyens engagés dans l'âpre bataille contre le gouvernement et la proposition de loi sur la sécurité globale en débat au Parlement. Une loi qui contient des dispositions nocives qui, si elles sont votées, vont mettre en péril le droit à l'information.

La crise sanitaire qui frappe le monde et l'Europe en particulier montre le rôle fondamental d'une information professionnelle face à l'expansion de la pandémie. Il est de ce fait intolérable que dans un pays comme la France, berceau des droits et des libertés, le gouvernement puisse bâillonner la presse et les professionnels des media qui exercent avec passion et dévouement leur droit et leur devoir à informer les citoyens sur ce qui se passe dans les rues et les villes de ce pays.

La FNSI sera aux côtés de ses confrères français qui sont aujourd'hui dans la rue pour exprimer leur opposition à cette dangereuse proposition de loi.

Il n'est pas question de criminaliser le travail de la police, mais d'assurer que leur tâche soit en conformité avec les lois, les droits et les libertés, et avant tout la liberté d'être correctement et complètement informé. »

Chris Myant, section française de la National Union of journalists (Grande-Bretagne et Irlande)

« Quand les gouvernements affirment que les journalistes ne doivent pas faire une chose, on sait que c'est exactement cela que les journalistes doivent faire. Utiliser la loi, directement ou indirectement, pour détourner les journalistes de remplir leurs responsabilités d'informer, d'investiguer et de diffuser, ce n'est jamais acceptable.
Le contenu de la loi de « Sécurité Globale », telle qu'elle a été présentée au Parlement français cet automne, avec les propositions du ministre de l'Intérieur indiquant que les journalistes doivent, d'une façon ou une autre, s'enregistrer avec la police lorsqu'elles ou ils essaient de reporter des événements où des questions d'ordre publique peuvent survenir, contredit aux règles fondamentales de la liberté d'informer et de débattre.
La garantie la plus sure pour toutes et tous dans une démocratie, les officiers de la police aussi bien que la population en général, est la capacité des médias de reporter les événements en pleine liberté et honnêteté. Quand des personnes, quelle que soit leur responsabilité, se comportent correctement, elles sont satisfaites d'être dans les médias.
Les lois existantes dans tous nos pays confinent aux autorités publiques des pouvoirs suffisants pour punir ceux qui incitent à la haine et à la violence.
La section en France du syndicat des journalistes en Grande-Bretagne et Irlande est composée de professionnels des médias qui vivent en permanence en France. Ces dernières années, pendant des événements publique, des adhérent-e-s furent soumis-es à la violence ou menaces par la police.
Nous rejoignons nos collègues des syndicats de journalistes français-e-s en exigeant que le gouvernement accepte que les contraintes sur le droit et le pouvoir de toutes et tous les journalistes à faire leur travail nuiront à la démocratie et à un débat serein. »

Timour Shafir syndicat russe des journalistes (RUJ)

« Le syndicat russe des journalistes se joint aux demandes de nos collègues français et des camarades des syndicats (SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes, SGJ-FO). Il soutient leur revendication contre les menaces et les violences dont sont victimes les journalistes. Il faut mettre un terme urgemment à l'atmosphère de haine envers nos collègues qui ont exprimé leurs justes revendications. Toute incitation à la violence contre les journalistes en général et en particulier doit faire l'objet de poursuites par la justice. Il ne doit pas y avoir de place pour l'arbitraire, la violence, pour des actes illégaux contre nos confrères français. Solidarité. »

Dori Ralli, syndicat des journalistes de la presse quotidienne d'Athènes

« Chers tous, veuillez voir ci-dessous le lien avec la publication sur du site JUADN du communiqué intersyndical SNJ - SNJ-CGT - CFDT-Journalistes - SGJ-FO exprimant la solidarité du Conseil exécutif du JUADN avec les syndicats français luttant pour les principes démocratiques fondamentaux de la liberté et d'expression de la presse.

https://www.esiea.gr/koini-anakoinosi-ton-gallikon-dimosi/

En solidarité d'Athènes. »

Luc Abot, particulier résidant en Allemagne

« Madame, Monsieur, depuis l'Allemagne où je réside, je soutiens et j'admire votre engagement, votre courage et votre ténacité constants pour faire retirer cette loi « Sécurité globale » qui est la porte ouverte a un État policier sans foi ni loi en France. Nous croyions (à tort ?) avoir fait barrage aux "idées" de Mme Le Pen en mai 2017 lors de l'élection présidentielle. MM. Macron et Darmanin n'en tiennent pas compte avec cette vidéo scandaleuse des policiers dans leur (comment appeler ça ?) intervention policière avec le jeune producteur. Les policiers français ne doivent-ils pas jurer au début de leur carrière sur les idées de la République française et de la Constitution? En Allemagne, si. "Les Lumières ne s'éteindront jamais en France", avait dit E. Macron au terme de son discours lors de l'hommage national a Samuel Paty a la Sorbonne. Oui, peut-être, surtout avec une presse et des journalistes qui ont les moyens de travailler en toute liberté. En vous saluant et en vous remerciant, je regarde mes livres de Diderot, de Montesqieu, de Marivaux et de Voltaire. Des lectures de rigueur pour M. Darmanin et les deputés-moutons de la majorité présidentielle.

Très cordialement, Luc Abot »